



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ALIMENTATION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



ÉCOLE NATIONALE

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

2025-24 MEDICAMENTS DE SANTE HUMAINE

Appel d'Offre Ouvert en application des dispositions  
des articles R.2124-2 à R.2161-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique

## Cahier des clauses particulières

Mois d'établissement des prix (m0) : Décembre 2025

Date limite de réception des offres : **08/12/2025 à 12h30**

Toutes les normes et les références à des marques s'entendent « ou équivalent »

**PROCEDURE  
DEMATERIALISEE**

SANTÉ ET ALIMENTATION AU CŒUR DE LA VIE

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>Article 1 : Objet de l'accord cadre – Dispositions générales.....</b>	<b>3</b>
1-1 Objet de l'accord cadre.....	3
1-2 Forme et montant de l'accord cadre .....	3
<b>Article 2 : Pièces constitutives de l'accord cadre .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 3 : Date de prise d'effet de l'accord cadre - durée .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 4 : Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>3</b>
4-1 Passation des commandes .....	3
4-3 Livraisons .....	4
4-3 Vérification - admission.....	4
<b>Article 5 : Modalités d'établissement des prix .....</b>	<b>4</b>
5-1 Conditions générales.....	4
5-2 Régime des prix .....	4
5-3 Variations des prix.....	4
5-4 Remises et offres promotionnelles .....	4
5-6 Clauses de sauvegarde .....	5
<b>Article 6 : Facturation - Modalités de paiement.....</b>	<b>5</b>
6-1 Facturation.....	5
6-2 Règlement.....	5
<b>Article 7 : Pénalités - résiliation – exécution par défaut.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8 : Résiliation .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 : Caractéristiques de la fourniture.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 : Qualification des fournisseurs et assurance qualité .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 11 : Qualité des produits .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 : Informations techniques - formation .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 11 : Garantie.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 12 : Déclarations et Attestations .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 - RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT</b>	
<b>DURABLE .....</b>	<b>8</b>
13.1. Environnement.....	8
13.2. Droit de l'Homme .....	8
13.3 Relations et conditions de travail.....	8
<b>Article 14 : Règlement des différends et litiges .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 15 : Traitement des données personnelles .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 16 : Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>9</b>

## **Article 1 : Objet de l'accord cadre – Dispositions générales**

### **1-1 Objet de l'accord cadre**

L'accord cadre a pour objet la fourniture de médicaments de santé humaine.

Les caractéristiques sont précisées dans le tableau annexe à l'AE (BPU). Cette liste est non exhaustive.

Les quantités figurant dans les tableaux représentent la prévision de consommation annuelle du marché.

### **1-2 Forme et montant de l'accord cadre**

C'est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Le montant maximum de cet accord-cadre est de 300 000,00 € HT pour toute sa durée.

L'accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis par la Pharmacie Centrale d'ONIRIS. Ils sont transmis par voie électronique et toujours signés par les personnes habilitées.

La procédure est celle de l'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles R.2124-2 à R.2161-4, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

## **Article 2 : Pièces constitutives de l'accord cadre**

Les pièces du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) complété
- L'annexe à l'AE – Bordereau des prix
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

Toute clause, portée dans les documents, tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **Article 3 : Date de prise d'effet de l'accord cadre - durée**

L'accord cadre est conclu pour une durée d'UN an ferme à compter du 1er janvier 2026 ou sa date de notification si elle est ultérieure.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, cet accord-cadre fera l'objet d'une tacite reconduction d'année en année pour une durée de marché maximum de 4 années.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de son intention de ne pas reconduire le marché 2 mois avant la fin de chaque période.

## **Article 4 : Conditions d'exécution des prestations**

### **4-1 Passation des commandes**

L'accord cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison indiqué sur chaque bon commence à courir à compter de sa date de réception. Cette dernière vaut mise en demeure pour l'application de l'exécution par défaut prévue à l'article 6.

Les bons de commande peuvent être transmis par la voie électronique.

En cas de besoin urgent, le titulaire s'engage à livrer ONIRIS dans un délai ne dépassant pas 4 heures après la réception de la commande, l'heure d'émission du courrier électronique ou du fax, faisant foi. Les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la période d'exécution de l'accord cadre, toutefois, ils peuvent être exécutés postérieurement au terme de cette période dans la limite de 2 mois.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent accord cadre 2025-24,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités commandées,
- le ou les lieux et le délai de livraison,
- et tout autre renseignement utile.

Seuls les bons de commande signés par les personnes habilitées sont honorés par le fournisseur.

### **4-3 Livraisons**

Les livraisons seront effectuées dans les locaux de la pharmacie centrale. Elles s'effectueront selon les conditions de transport ou de conservation propres à chaque produit. Elles auront lieu deux fois par semaine au minimum et trois fois maximum. Elles devront avoir lieu entre 8h30 et 16h30.

La livraison de la fourniture donne lieu à un bon de livraison dont un double est remis à l'Etablissement. Ce bon de livraison précisera :

- l'identification du titulaire,
- la date d'expédition,
- la référence de la commande ainsi que la référence de l'accord cadre (2025-24),
- l'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis
- la date de livraison prévue.

Ces livraisons Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité. A la réception, une vérification immédiate de la livraison est effectuée. La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé de transport ou d'un bordereau de livraison

### **4-3 Vérification - admission**

L'admission des fournitures sera prononcée par le pharmacien responsable (le pharmacien responsable ou son représentant s'assure de la conformité des produits selon les règles du code de la santé publique (CSP) et du CMP) qui dispose de 24 heures à compter de la date de livraison pour vérifier et accepter les fournitures.

Aucune substitution d'une fourniture à une autre, même à titre de dépannage, ne pourra être acceptée en livraison, si elle n'a reçu l'accord préalable du pharmacien responsable. Le non-respect de cette règle entraînerait le retour de la marchandise en port dû.

## **Article 5 : Modalités d'établissement des prix**

### **5-1 Conditions générales.**

Les prix s'entendent hors TVA pour fourniture rendue franco de port et d'emballage à la pharmacie centrale d'ONIRIS.

### **5-2 Régime des prix**

Le barème servant de référence est celui en vigueur au jour de la proposition et dont un exemplaire sera obligatoirement joint à l'offre.

Le marché est conclu à prix unitaire appliqués aux quantités réellement livrées : l'application d'un montant minimum de commande est interdit.

Pour les besoins spécifiques portant sur le périmètre de l'accord cadre mais non spécifié au bordereau des prix, le titulaire s'engage à appliquer à tous les services d'ONIRIS une remise sur le prix public.

Cette remise est exprimée en pourcentage et mentionnée dans le bordereau de prix.

### **5-3 Variations des prix**

Les prix sont révisables en application de la réglementation en vigueur en matière de produits pharmaceutiques.

Le titulaire appliquera ces révisions de prix, qu'elles soient à la hausse comme à la baisse.

Source : <http://social-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/medicaments/professionnels-de-sante/consulter-la-reglementation-sur-les-medicaments/article/prix-et-tarif-des-medicaments-specialites-pharmaceutiques>

### **5-4 Remises et offres promotionnelles**

Le titulaire s'engage à faire bénéficier ONIRIS des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle dès lors qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux conditions de l'accord cadre.

#### **5-5 Clause de dépassement de seuil tarifaire**

En cas de dépassement du seuil tarifaire prédéterminé par le Pouvoir Adjudicateur (ONIRIS), celui-ci se réserve le droit de commander les médicaments auprès d'une autre plateforme. La présente clause ne sera activée qu'exceptionnellement, lorsque les tarifs proposés par le Titulaire excéderaient de manière significative le seuil établi par ONIRIS.

#### **5-6 Clauses de sauvegarde**

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, l'Ecole se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent accord cadre si l'augmentation moyenne des prix sur l'ensemble de l'année sur la globalité du BPU est supérieure 3% du prix retenu dans l'avis de notification.

### **Article 6 : Facturation - Modalités de paiement**

#### **6-1 Facturation**

Les dispositions de l'ordonnance 2014-697 du 26/06/2014 s'appliquent au présent accord-cadre.

La facture dématérialisée doit être déposée sur la plateforme chorus à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. En accédant à ce portail, il sera demandé le numéro SIRET d'ONIRIS **13000853500010** ainsi que le numéro de l'accord-cadre **2025-24** ou le numéro de la commande.

Pour plus d'information, il convient de consulter le site Communauté Chorus Pro dédié à la préparation à la facturation électronique (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Les factures porteront les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier
- l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée à l'acte d'engagement,
- la référence de l'accord-cadre 2025-24,
- le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande, le cas échéant
- la désignation et le montant de la fourniture livrée,
- le montant hors TVA éventuellement ajusté,
- le taux et le montant des taxes (TVA, taxe parafiscale, etc.),

#### **6-2 Règlement**

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement sera de **30 jours** à compter de la date de réception de la facture.

Au cas où le délai maximum de paiement ne serait pas respecté et conformément aux articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage selon l'article R.2192-31 du Code de la Commande Publique.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros conformément à l'article D.2192-35.

### **Article 7 : Pénalités - résiliation – exécution par défaut**

En complément aux clauses générales du CCAG-FCS, en cas de non-respect répété des délais contractuels de livraison ou de livraison dans une autre service ou unités que prévu, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ HT par commande.

En cas de défaillance répétée du fournisseur, notifiée et restée sans effet, les pénalités sont applicables dès le premier euro. ONIRIS pourra résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG – FCS et en tout état de cause faire exécuter le marché par un tiers extérieur à l'accord cadre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas être exonéré des pénalités, quel que soit leur montant.

## **Article 8 : Résiliation**

Seules les stipulations du CCAG-FCS, articles 38 à 45, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

## **Article 9 : Caractéristiques de la fourniture**

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations au titre de l'accord-cadre, après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, les défauts constatés n'étaient pas corrigés, la personne publique pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions fixées au CCAG/FCS et sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre en vertu du marché.

Si le produit est inscrit sur la liste prévue à l'article L.165-1 du Code de la Sécurité Sociale :

- un code-barres correspondant aux numéros de code des produits ou prestations remboursables que les professionnels, organismes ou établissements délivrent aux assurés sociaux ou à leurs ayants droit ; - immédiatement sous ce code-barres, une ligne de légende correspondant à la traduction en clair de celui-ci et constituée des 7 caractères numériques obligatoires du code-barres, c'est-à-dire les 7 caractères du numéro de code nécessaire à l'identification des produits et prestations remboursables figurant sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale ;
- le libellé désignant ce produit ou cette prestation, tel qu'il apparaît sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale.

La durée de validité des produits livrés doit être égale ou supérieure aux 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

Dans tous les cas, la fourniture est caractérisée par référence aux spécimens remis lors des dépôts préalables et les résultats des divers examens sont appréciés par comparaison avec ces spécimens sauf cas où un changement de présentation est demandé par le service pharmaceutique de l'établissement public de santé.

Conformément à la loi française, l'étiquetage et le mode d'emploi sont obligatoirement rédigés en français.

## **Article 10 : Qualification des fournisseurs et assurance qualité**

Le fournisseur et/ou son distributeur doit apporter la preuve :

- de sa qualification au regard des réglementations énoncées ci-dessus : établissements pharmaceutique pour la fourniture du médicament et/ou preuve de qualification pour les dispositifs médicaux,
- d'avoir une organisation formalisée par un système qualité garantissant la qualité des marchandises jusqu'à leur livraison.

Le fournisseur et/ou son distributeur apporte les preuves de la qualification de cette organisation.

## **Article 11 : Qualité des produits**

Les médicaments doivent posséder une autorisation de mise sur le marché (AMM) ou une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et l'agrément aux collectivités. Dans le cas où les produits n'auraient pas obtenu l'AMM ou l'agrément aux collectivités, le candidat devra indiquer l'état d'avancement de son dossier pour obtenir ces autorisations ou agréments.

## Article 10 : Informations techniques - formation

Le ou les pharmacien(s) ont accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, référence à des banques de données, etc.).

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à la bonne utilisation des produits proposés.

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects des dispositifs médicaux.

Le titulaire précise le nom, la qualité et l'adresse de son correspondant de pharmaco-vigilance.

## Article 11 : Garantie

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

Les conditions d'exécution de la garantie sont précisées à l'article 33 du CCAG-FCS

## Article 12 : Déclarations et Attestations

Le titulaire déclare et s'engage sur l'honneur :

- Détenir une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle à l'égard de la personne publique ainsi que des tiers, si celle-ci est engagée en cas de dommage causé par lui à l'occasion de la réalisation des prestations du marché.
- À présenter les capacités nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre (professionnelles, techniques et financières, assurances).
- À ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015- 899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics).
- À respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- À respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

### Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt des pièces énumérées ci-dessous, ONIRIS met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne :

**<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>**

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

#### L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer – gratuitement – sur la plateforme, les documents suivants :

- *Tous les 6 mois :*

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;

- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois

jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

Les capacités attestées sur l'honneur et les attestations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par la personne publique avant notification de l'accord-cadre au titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail ainsi que les pièces complémentaires (assurances, qualifications, ...) requises.

## **ARTICLE 13 - RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES ET DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le présent marché comporte des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de L'environnement et progrès social. Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrales de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (normes NF X 50-135 -1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques du marché: le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

### **13.1. Environnement**

Le présent marché ne fixe pas d'obligation environnementale, la mise en place de dispositions environnementales est laissée à l'appréciation du titulaire.

### **13.2. Droit de l'Homme**

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises ;
- Disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;
- Respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

### **13.3 Relations et conditions de travail**

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent marché doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- Avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
  - o Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
  - o Appliquer les lois sur le droit à la formation ;
  - o Respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
  - o Appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
  - o Le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

## **Article 14 : Règlement des différends et litiges**

En cas de litige, les deux parties tenteront de trouver une solution amiable à leur litige. A défaut, le Tribunal administratif de Nantes est seul compétent :

Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette - 44000 NANTES – France

[greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

<http://www.ta-nantes.juradl.fr> Tél. : 02 40 99 46 00

## **Article 15 : Traitement des données personnelles**

Par dérogation à l'article 5-2 du CCAG-FCS, les dispositions du règlement général de la protection



des données personnelles (règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) s'appliquent sans réserves.  
Au titre du marché, le responsable du traitement est ONIRIS, le sous-traitant est le titulaire.

## **Article 16 : Dérogations aux documents généraux**

L'article 5-6 du présent CCP déroge à l'article 38 du CCAG FCS

L'article 7 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG FCS